

Publié le 29.07.2022



**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2022.07.759A  
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE  
À MONSIEUR JACQUES ROCCI, CONSEILLER MUNICIPAL**

**Le Maire de Montélimar,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses L.2122-18, L.2122-20 et L.2122-23 ;

Vu les statuts et les compétences de la communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération ainsi que la délibération du Conseil communautaire portant sur l'intérêt communautaire ;

Vu le procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 4 juillet 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du maire et des adjoints ;

Vu la délibération du Conseil municipal n°2.00 du 17 juillet 2020 concernant la délégation du Conseil municipal au maire prévue par l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que pour permettre la meilleure administration possible des activités de la commune de Montélimar, il est nécessaire de fixer les délégations conférées aux adjoints et à certains conseillers municipaux.

**ARRÊTE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** L'arrêté n°2020.08.671A donnant délégation de fonction et de signature à **Monsieur Jacques ROCCI**, Conseiller municipal délégué, est abrogé.

**Article 2 :** **Monsieur Jacques ROCCI**, Conseiller municipal, est délégué au Développement des déplacements doux et Place du Cycle dans la Ville.

À ce titre, il est plus particulièrement chargé des fonctions suivantes :

- Réflexions sur l'harmonisation des différents modes de déplacements sur la commune : suivi des actions en faveur de la pratique cycliste et des mesures d'adaptation des infrastructures de circulation aux besoins de mobilité sécurisée.

**Article 3** : Délégation de signature est donnée à **Monsieur Jacques ROCCI**, Conseiller municipal délégué, dans les fonctions et pour les domaines et matières énoncées à l'article 2 et notamment pour :

- La correspondante courante ;
- Les extraits des délibérations du Conseil municipal ;
- Les actes relatifs à l'étude et au suivi d'un « plan vélo » communal et mise en place des aménagements adaptés (parking cycles, consignes sécurisées) ;
- Les actes relatifs à la diversification en toute sécurité des mobilités.

**Article 4** : Les délégations de fonction et de signature prévues par le présent arrêté s'exercent sous la surveillance et la responsabilité du maire.

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de **Jacques ROCCI, Conseiller municipal** et du maire, les décisions relatives aux matières déléguées au Maire par le Conseil municipal suivant délibération n°2.00 du 17 juillet 2020 susvisée seront prises par **Madame Marie-Christine MAGNANON, 1<sup>ère</sup> Adjointe au maire**.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa transmission au représentant de l'État dans le département, de sa notification et/ou de sa publication.

**Article 7** : Monsieur le Directeur général des services est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont notification sera faite à **Monsieur Jacques ROCCI**, Conseiller municipal et copie adressée à :

- Madame la Préfète de la Drôme,
- Monsieur le Trésorier Principal de Montélimar

Fait à Montélimar, le **27 JUL. 2022**

Le Maire,

Julien CORNILLET



Reçu notification le :

**Monsieur Jacques ROCCI**